

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Salaires minimaux 4-5

La production agricole face à de graves dégâts



Immigration 8-9

Le Conseil fédéral doit appliquer la décision du peuple



Gripen 12-13

Une Suisse sûre a besoin d'une armée forte



Défendre nos intérêts



Le Conseil fédéral et le Parlement doivent respecter leur serment ou leur promesse solennelle

Le but de la politique étrangère suisse est inscrit à l'art. 2 de la Constitution fédérale : « La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays. » Le peuple, souverain, décide en toute liberté et en toute indépendance du sort et de l'avenir de la Suisse. Sa marge de manœuvre n'est restreinte que par le droit international impératif. Le peuple suisse et ses représentants élus surveillent l'exercice de la politique étrangère par le Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral et les parlementaires fédéraux s'engagent, par un serment ou par une promesse solennelle, à respecter les lois et la Constitution. Cette dernière charge le Conseil fédéral et le Parlement de prendre les « mesures nécessaires pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse ». L'abandon progressif et insidieux de la souveraineté, des droits populaires et de la neutralité ces deux dernières décennies va à l'encontre du mandat constitutionnel de notre politique étrangère. Il en va de même des traités préjudiciables à la Suisse dans une mesure inacceptable.

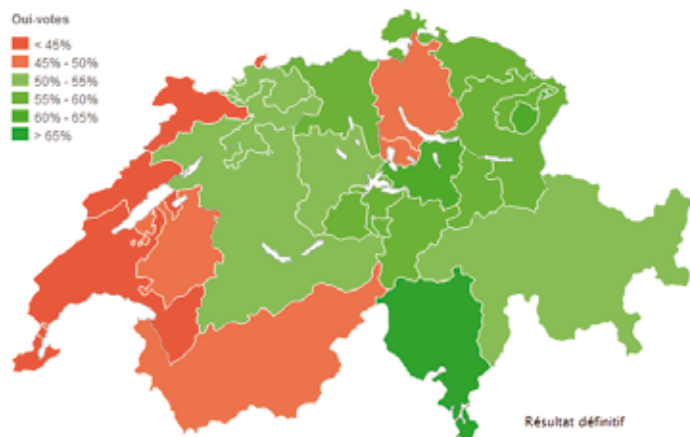
L'UDC dans la presse de février 2014



La Suisse romande moins ouverte à l'Europe qu'en 1992

LIBRE CIRCULATION — Le 9 février, la Suisse romande a montré moins d'enthousiasme vis-à-vis de l'Europe qu'en 1992. A l'inverse, la Suisse alémanique a été moins ferme dans son rejet.

Mis à jour le 26.02.2014 19 Commentaires



La Une | Lundi 17 février 2014 | Dernière mise à jour 15:22

Mon journal numé



RELATIONS EUROPÉENNES

La Suisse ne sombrera pas, estime Christoph Blocher

Mis à jour à 11h41 4 Commentaires

Selon l'ex-conseiller fédéral UDC Christoph Blocher dans la presse allemande, Berne ne dénoncera aucun des accords bilatéraux avec l'Union européenne, malgré le vote sur l'immigration du 9 février.



Nick Hayek: «Pas de raison d'avoir peur»

INITIATIVE UDC — Pour le patron de Swatch Group, qui embauche des frontaliers, le vote sur l'immigration est une démonstration de force et d'indépendance de la Suisse.

Le mot du président

Merci ! – Et maintenant gardons notre élan



L'initiative UDC contre l'immigration massive est à présent une base constitutionnelle. Tant le peuple qu'une large majorité des cantons ont accepté notre initiative. C'est une superbe victoire contre les résistances de tous les autres partis, du Conseil fédéral, de l'administration, de tous les groupements et syndicats. Je remercie ici tous nos membres et tous nos soutiens pour leur magnifique engagement.

Bien au-delà de notre propre parti, on partage avec nous l'opinion selon laquelle la Suisse devrait à l'avenir à nouveau décider elle-même quels étrangers peuvent immigrer dans notre pays, et pour combien de temps. À présent, la tâche la plus ardue nous attend : nous devons surveiller de près le Conseil fédéral, l'administration et le Parlement, afin que la nouvelle disposition constitutionnelle soit effectivement mise en œuvre.

Le 18 mai, nous serons appelés à voter sur différents objets pour lesquels l'UDC, en tant que parti leader, engage sa responsabilité.

Loi sur le financement du Gripen

Il s'agit d'une part de l'acquisition de nouveaux avions de combat pour l'armée suisse. Et donc d'une question fondamentale. Faut-il rétablir les capacités de défense, afin de soutenir la volonté d'une défense nationale forte, ou le peuple doit-il suivre le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) et démanteler notre armée pièce par pièce ? Le coût des 22 avions de combat de type Gripen, soit environ 3 milliards de francs, ne pèse pas plus lourd que ce que nous coûte le système d'asile de Mme Sommaruga en une seule année. Nous pouvons bien accorder une telle valeur à notre sécurité pour les 30 prochaines années ! **C'est pourquoi nous disons OUI à l'achat du Gripen.**

Initiative pour un salaire minimum

Les syndicats et le PS veulent inscrire dans la Constitution un salaire minimal de 4000 francs. La perspective que cela déclenche une nouvelle vague d'immigration ne semble pas préoccuper la gauche. Les immigrés étrangers sans formation auraient ainsi le même salaire à l'embauche qu'un jeune Suisse qui a accompli un apprentissage de quatre ans. Il n'y a qu'une seule réponse à cela : **NON à l'initiative sur le salaire minimum.**

Toni Brunner, président de l'UDC Suisse

Retrouvez l'UDC sur les nouveaux médias

En l'espace de quelques années, les sites internet de Twitter et Facebook sont devenus incontournables dans le paysage politique suisse. L'UDC vous invite à suivre ses activités sur ces nouveaux vecteurs de communication.

Adresse Facebook

www.facebook.com/UDCch

Rendez-vous sur la page Facebook de l'UDC, puis cliquez sur «J'aime». Vous serez ainsi informé de chaque nouveauté publiée sur notre page. N'hésitez pas à partager et à recommander la lecture de nos informations à vos amis. Commentez et participez à la discussion en direct sur la page officielle de l'UDC sur Facebook.

Adresse Twitter

www.twitter.com/UDCch

Rendez-vous sur la page Twitter de l'UDC, puis cliquez sur «Suivre». Vous serez ainsi informé de chaque nouveauté publiée sur notre page. Vous pourrez interagir avec tous les utilisateurs qui suivent l'UDC,



Salaire minimum, une fausse bonne idée !

Vouloir fixer un salaire minimum sera contre-productif pour notre économie, mais aussi pour les salariés.

La proposition d'un salaire minimum de 4'000 francs par mois fixé dans la loi est une nouvelle attaque contre le marché du travail de notre pays. La Suisse a un marché du travail souple, contrairement à certains pays voisins. Cette souplesse est une des raisons du succès économique suisse et un facteur décisif pour l'implantation de nouvelles entreprises créatrices d'emplois en Suisse.

Les conventions collectives et le partenariat social ont largement fait leurs preuves et garantissent ainsi une paix du travail que bien des pays nous envient.

«Cette initiative aurait des conséquences désastreuses pour des personnes peu qualifiées.»

JEAN-PIERRE GRIN, CONSEILLER NATIONAL, POMY (VD)

Délocalisation du travail

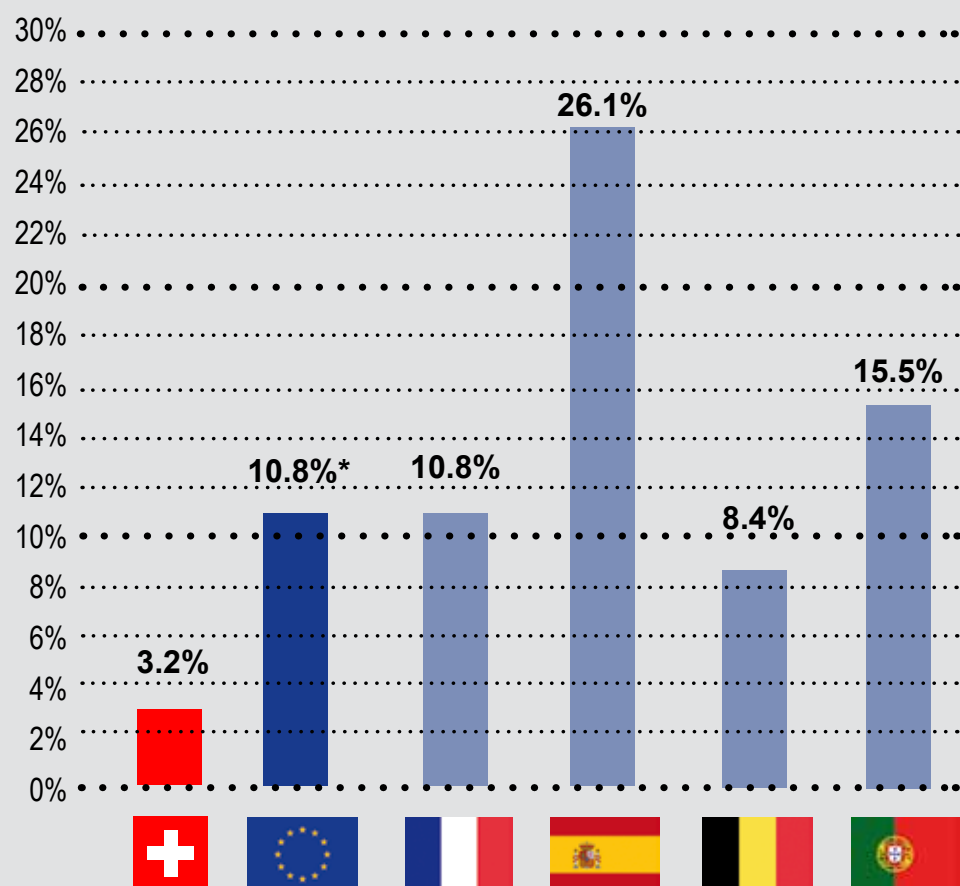
Cette initiative aurait des conséquences désastreuses pour des personnes peu qualifiées ou restreintes dans leur capacité de travail, car elle va nous conduire à des suppressions d'emplois par la délocalisation de certaines productions.

En cas d'augmentation du chômage, les budgets publics subiront le contre-coup financier. Le chômage important qui sévit actuellement dans nombre de pays européens en crise nous démontre parfaitement les conséquences qui nous attendent si cette initiative sortie tout droit des milieux de gauche était acceptée.

Vouloir imposer un salaire minimum

Les salaires minimums créent du chômage

Taux de chômage en novembre 2013



*21 des 27 pays de l'UE ont introduit un salaire minimum généralisé dans la loi. Parmi eux, la France, l'Espagne, la Belgique et le Portugal qui connaissent un chômage jusqu'à huit fois supérieur à celui de la Suisse.

Sources: Office fédéral de la statistique, EUROSTAT

Non au salaire minimum qui affaiblit les plus démunis sur le marché du travail, qui induit une disparition d'emplois à temps partiel et qui rend plus difficile le retour au travail des jeunes mamans après leur congé maternité.

de 4'000 francs dès le premier mois d'engagement va dissuader certaines entreprises d'engager et de donner leur chance à des demandeurs d'emploi. La rigidité imposée par un salaire minimum aura pour effet de condamner des demandeurs d'emploi à rester au chômage. Accepter cette initiative revient

donc à scier la branche sur laquelle l'économie suisse florissante est assise.

Condamner le monde agricole ?

Le secteur primaire et, en particulier, le secteur maraîcher seront les plus touchés par cette initiative car ils sont



dépendants d'une main d'œuvre peu qualifiée pour la récolte de certains légumes. Dans ce secteur, au demeurant peu protégé contre les importations

«La rigidité imposée par un salaire minimum aura pour effet de condamner des demandeurs d'emploi à rester au chômage.»

JEAN-PIERRE GRIN, CONSEILLER NATIONAL, POMY (VD)

de légumes étrangers produits selon des normes et des salaires minimaux sans comparaison avec les conditions

existantes en Suisse, les maraîchers se tourneront vers l'importation, ce qui sera néfaste aux produits de proximité et au développement durable prônés, avec raison, par les mêmes milieux qui soutiennent avec acharnement cette initiative.

Le partenariat social doit préserver une flexibilité qui permet tant à l'employeur qu'à l'employé de trouver la solution salariale la plus adéquate pour leur collaboration. Car le salaire comprend plusieurs choses, le revenu

financier mais aussi certains avantages tels que des vacances et jours de congé supplémentaires, primes d'assurance maladie payées, voiture ou appartement de fonction, etc.

NON au cadeau empoisonné

Dire non à cette initiative ne va pas précariser les conditions salariales. Au contraire, son acceptation va pénaliser la dynamique salariale pour les employés dans de nombreux secteurs.

«Une entreprise pourrait être incitée à égaliser vers le bas des salaires supérieurs à 4'000 francs par mois.»

JEAN-PIERRE GRIN, CONSEILLER NATIONAL, POMY (VD)

Par exemple, une entreprise pourrait être incitée à égaliser vers le bas des salaires supérieurs à 4'000 francs par mois. Cette triste réalité s'est produite en France depuis l'introduction du salaire minimum.

Ne nous laissons pas séduire par cette proposition qui est un cadeau empoisonné pour notre pays.



par Jean-Pierre Grin, agriculteur, conseiller national, Pomy (VD)

Initiative sur le salaire minimum

Un autogoal pour les travailleurs!



**au SMIC
en Suisse**

www.smic-non.ch

6 Immigration de masse

L'UDC écartée de la mise en oeuvre

L'UDC est consternée devant la procédure annoncée le 28 février par le Conseil fédéral pour la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse que le peuple et les cantons ont approuvée.

A lors que l'UDC a adressé le weekend dernier une lettre au Conseil fédéral le priant une nouvelle fois de constituer un large groupe de travail en vue de l'application des nouvelles dispositions constitutionnelles, le gouvernement invite le 13 mars 2014 de nombreuses organisations, toutes clairement opposées à l'initiative, pour discuter de la mise en œuvre. Les auteurs de l'initiative, eux, restent devant la porte. Une fois de plus, la volonté d'appliquer correctement la volonté du peuple est absente au Conseil fédéral.

« L'Office de la migration entendra d'autres milieux dans le cadre de ses travaux, dont les auteurs de l'initiative. Tous les milieux intéressés seront invités à s'exprimer durant la consultation », lit-on dans le communiqué publié par le Conseil fédéral. Les conseillers fédéraux Sommaruga et Schneider-Ammann ne s'abaissent manifestement pas à parler avec les auteurs et partisans de l'initiative.

Ce comportement est l'expression d'une arrogance incroyable et doit être interprété comme une provocation grossière des initiateurs. Ce n'est certainement pas une base utile à une mise en œuvre sérieuse et efficace de l'initiative. L'attitude destructrice du Conseil fédéral est d'autant moins compréhensible que tous les partis représentés au Conseil fédéral avaient demandé que l'UDC soit placée devant ses responsabilités lors de l'application de l'initiative.

- Communiqué de presse de l'UDC Suisse du 28 février 2014

Une fois de plus, le Conseil fédéral préfère ignorer la volonté populaire en refusant à l'UDC de pouvoir participer à la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse.



Pour une nouvelle politique agricole !

Nous avons refusé le maintien de la politique agricole en vigueur et luttons pour une politique agricole nouvelle. La première étape dans cette direction est l'initiative populaire pour la sécurité alimentaire. Ce texte vise à inciter le Conseil fédéral ainsi que le Parlement à prendre une nouvelle direction dans la politique agricole. Dans sa version actuelle, la politique agricole n'apporte pas de bons résultats et ne permet pas de répondre aux défis futurs.

Depuis l'an 2000, 13'962 nouvelles exploitations ont disparu partout en Suisse et 41'765 places de travail dans l'agriculture ont été supprimées. Le revenu sectoriel de l'agriculture a reculé de 4,3 milliards (1990) à 2,7 milliards de francs (2012). Le processus de rétrécissement se poursuit à l'identique.

La politique agricole (PA) 2014 – 2017, telle qu'elle a été adoptée, va dans la mauvaise direction. Moins de champs cultivés, moins de betteraves et plus du tout de contributions pour les animaux. En bref : la production agricole serait restreinte, l'exploitation extensive accrue et la bureaucratie agricole nettement étendue. Tout cela est inacceptable.

Pour ce motif, notre groupe Graber/Joder a décidé de lancer un référendum contre la PA 2014 – 2017. Malheureusement, seules 40'000 signatures ont été récoltées. Mais malgré ce faux départ, il était clair pour toutes les personnes impliquées que la politique agricole actuelle devait être révisée et qu'il fallait agir efficacement. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une initiative populaire. L'Union suisse des paysans a eu la même idée.

Après trois cycles de délibérations, nous sommes arrivés à un consensus avec l'USP concernant le texte de l'initiative. Le texte exige l'introduction d'un art. 104a Cst. et contient 5 points principaux (voir l'encadré ci-contre).

Matériellement, le but est donc que le

taux d'auto-provisionnement cesse de baisser, de préserver suffisamment de surfaces utiles pour l'agriculture, de promouvoir la qualité des produits, au profit des consommateurs, de faire baisser les coûts en réduisant la bureaucratie dans le domaine et de ne plus adopter une nouvelle PA tous les cinq ans.

La densité des réglementations dans l'agriculture doit être massivement réduite et libérée des éléments relevant de l'économie planifiée.

Afin de renforcer la protection contre les importations agricoles, nous préparons parallèlement à ce texte une initia-

tive parlementaire, qui sera soumise aux Chambres fédérales.

Il est temps de lutter activement contre le rétrécissement dans l'agriculture, d'améliorer réellement le cadre juridique pour nos paysans et de placer l'agriculteur, en sa qualité d'entrepreneur productif, au centre des préoccupations politiques. L'initiative populaire pour la sécurité alimentaire mérite un large soutien !



*par Rudolf Joder,
conseiller national,
Belp (BE)*

 **link** www.securitealimentaire.ch

Initiative populaire fédérale «Pour la sécurité alimentaire»

La Constitution est modifiée comme suit :

Art. 104a Sécurité alimentaire

¹ La Confédération renforce l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires issues d'une production indigène diversifiée et durable; à cet effet, elle prend des mesures efficaces notamment contre la perte des terres cultivées, y compris des surfaces d'estivage, et pour la mise en oeuvre d'une stratégie de qualité.

² Elle veille à maintenir une charge administrative basse pour l'agriculture et à garantir la sécurité du droit, ainsi qu'une sécurité adéquate au niveau des investissements.

Art. 197, ch. 112

11. Disposition transitoire ad art. 104a (Sécurité alimentaire)

Le Conseil fédéral propose à l'Assemblée fédérale des dispositions légales correspondant à l'art. 104a au plus tard deux ans après l'acceptation de celui-ci par le peuple et les cantons.

«Le Conseil fédéral a reçu un mandat du peuple»

INTERVIEW | Extrait d'une interview avec Toni Brunner publiée dans *Schweiz am Sonntag* du 16.2.2014 concernant l'acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse :

Quel est le poids de la responsabilité qui pèse sur vous ?

Toni Brunner : Le peuple et la majorité des cantons ont confié un mandat au Conseil fédéral, parce qu'ils n'avaient pas confiance en la capacité du gouvernement et du Parlement à résoudre les problèmes migratoires. La responsabilité que porte l'UDC n'est ni plus lourde ni plus légère que d'habitude.

Ne préféreriez-vous pas que l'initiative n'obtienne que 49,7 de oui ?

Non, car nous ne pourrions alors toujours pas réguler nous-mêmes l'immigration à l'avenir et devrions assister, pieds et

«Les menaces bruxelloises ont moins à voir avec la Suisse qu'avec les élections du Parlement en mai.»

TONI BRUNNER, PRÉSIDENT DU PARTI

poings liés, à une évolution incontrôlée. Nous avons maintenant reconquis la marge de manœuvre nous permettant de gérer l'immigration de manière autonome, même vis-à-vis de l'UE.

Au prix d'une guerre économique ?

Les médias, les milieux économiques et de nombreux politiciens exagèrent. Certains, honteux, louchent à présent vers

l'étranger et sursautent à chaque menace de l'UE. Les menaces bruxelloises ont moins à voir avec la Suisse qu'avec les élections du Parlement européen en mai.

Vous sous-estimez un aspect. À Berlin, Paris et Rome, on prend le oui du peuple personnellement, parce que l'initiative est y perçue comme une attaque contre leurs citoyens.

Nous nous sentons directement concernés lorsque notre démocratie directe n'est pas prise au sérieux. Nous avons une forme d'État différente, sinon nous aurions opté pour une adhésion à l'UE. Les autres États doivent être conscients que nous empruntons une voie que nous avons nous-mêmes choisie. Il faut s'en référer à nos fondements : le vote est l'expression souverainiste du peuple suisse et reflète l'indépendance et la liberté de notre pays.

Vous croyez encore que la Suisse pourra renégocier la libre circulation des personnes ?

Après les premiers émois, l'UE réalisera ce qu'il en est réellement. Nous, ici, au centre de l'Europe, ne sommes pas un foyer d'insurrection que l'on devrait stabiliser par l'injection de fonds ou l'envoi de troupes. Nous avons simplement décidé que nous voulions contrôler nous-mêmes notre immigration, rien de plus.



Dans une phase ultérieure, on pourra en parler calmement avec l'UE. Bien entendu, on assiste à une sorte de guerre économique. Mais cela n'a rien à voir avec la votation de dimanche. Depuis le début de la crise économique, on s'attaque à notre place financière. Non seulement depuis l'Europe, mais aussi depuis les États-Unis.

Et c'est dans cette situation que l'UDC veut renégocier ? Et porte la respon-



Les conseillers nationaux Adrian Amstutz (à gauche) et Toni Brunner (à droite) s'engagent désormais de toutes leurs forces au Parlement pour une mise en oeuvre pleine et entière de l'initiative contre une immigration de masse.

sabilité de ce plan ?

La responsabilité est assumée par le Conseil fédéral. Le gouvernement a reçu un mandat du peuple. L'UDC rejoindra volontiers un groupe de travail du Conseil fédéral.

Un reproche souvent entendu est que l'initiative n'aurait servi qu'à profiler le parti, et que si vraiment elle venait à s'appliquer, l'UDC se mettrait à l'abri.

C'est de la polémique facile alimentée par nos adversaires politiques, qui n'ont jamais apporté une quelconque contribution à la solution des problèmes migratoires. Nous avons remarqué que nous ne parvenions pas à imposer nos solutions au Conseil fédéral et au Parlement. Alors nous nous adressons au peuple. Désormais, ce n'est plus une initiative UDC, mais un mandat constitutionnel.

Et Ueli Maurer est tout-à-coup

l'homme fort au Conseil fédéral.

C'est exact, mais ce n'est pas nouveau. Bien qu'il soit seul, parce que nous sommes isolés et qu'on refuse à l'UDC une représentation adéquate. Si le PLR et d'autres réclament maintenant l'UDC, c'est de l'hypocrisie. L'UDC voulait prendre sa responsabilité au Conseil fédéral avec Christoph Blocher, qui a pourtant été évincé. Notamment avec l'aide des libéraux. Le conseiller national PDC Martin Candinas dit que Ueli Maurer devrait à présent devenir ministre des affaires étrangères – une revendication de longue date de l'UDC. Lorsque Ueli Maurer a été élu, nous avons dit qu'il se tenait à disposition pour le poste de ministre des affaires étrangères. Ce qui est beaucoup plus important toutefois, est que l'UDC soit enfin représentée correctement.

Maurer dit qu'il serait prêt à négocier à Bruxelles. Y êtes-vous favorable ?

C'est une question d'organisation. La répartition des départements, et donc des tâches, est claire. Je suis quelque peu étonné qu'aujourd'hui, il semble que tous ne veuillent pas faire leur travail. C'est faux. Le ministre des affaires étrangères Didier Burkhalter veut faire son travail. Si le ministre des affaires étrangères et la ministre de la justice Simonetta Sommaruga devaient arriver à la conclusion qu'il appartient au ministre de la défense d'aller négocier à Bruxelles, nous ne nous y opposerions pas. Je ne crois cependant pas que ce serait un signal judiciaire à l'égard de l'Europe.

Vous ne voulez pas uniquement des contingents, vous voulez avant tout moins d'étrangers en Suisse. Comment comptez-vous le concrétiser ?

Nous parviendrons à réduire l'immigration lorsque nous miserons davantage sur les personnes en séjour de courte durée, qui n'ont pas tous les droits vis-à-vis de l'État social. Restreindre le regroupement familial ne signifie pas que nous ne laisserions plus immigrer les conjoints et les enfants. Mais nous ne voulons pas, en plus, privilégier les beaux-parents, les parents, les oncles et les tantes.



Plus pour votre argent
www.kia.ch

Un 4x4 raffiné.

Sportage

2.0 L CVVT Classic man.

Prix catalogue CHF 33 950.-

./. Cash-Bonus CHF 7 000.-

Prix net CHF **26 950.-**

Action valable dans la limite des stocks disponibles, immatriculation jusqu'au 31.5.2014.

HVS Zürich

Kia Sportage



The Power to Surprise

Rares sont les SUV aussi sportifs et élégants que le Kia Sportage. La grille de calandre spécifique souligne le dynamisme du langage esthétique. En cas de besoin, la transmission intégrale intelligente Dynamax passe automatiquement du 2WD au 4WD et retour; ses moteurs sont aussi puissants qu'économes.

Sportage 2.0 L CVVT 163 ch dès CHF 33 950.-



Official Partner



Consommation mixte en l/100 km (catégorie de rendement énergétique, g/km de CO₂) – moyenne de tous les véhicules neufs 148 g/km – **2.0 L CVVT man./aut.** 7,6/8,2 (F/G, 181/195), **2.0 L CRDi man./aut.** 6,0/7,1 (D/F, 156/187). Prix nets recommandés, TVA incluse. Modèle illustré: Sportage 2.0 L CVVT/CRDi Style (avec options).
Leasing à 0,07%: exemple de calcul Sportage 2.0 L CVVT Classic man. prix net recommandé, TVA incluse, CHF 33 950.-, caution 5%, acompte spécial 15% (facultatif), durée 36 mois, 10000 km/an. Mensualité CHF 369.05, taux d'intérêt annuel effectif 0,07%, casco complète obligatoire. L'octroi de crédit est interdit s'il entraîne le surendettement du consommateur.



PICANTO



RIO



SOUL



VENGA



PRO_CEE'D GT



CEE'D GT 5-door



CEE'D



CEE'D SPORTSWAGON



CARENS



OPTIMA HYBRID



SORENTO



Kia Motors SA, 5745 Safenwil, 062 788 88 99

Protéger les enfants contre les pédophiles

Lorsqu'un délinquant a été condamné pour une infraction sexuelle envers des enfants ou des personnes dépendantes (p.ex. des handicapés), il devrait perdre le droit d'exercer une activité lucrative ou bénévole avec des enfants ou des personnes dépendantes. par Natalie Rickli, conseillère nationale Winterthour (ZH)

De nombreux pédophiles sont des récidivistes. C'est pourquoi il est important qu'ils ne côtoient plus d'enfants, que ce soit dans leur vie professionnelle ou pendant leur temps libre. C'est la seule manière d'éviter que des pédophiles travaillent à nouveau dans des écoles, des établissements pour handicapés ou

rés. À la fin, la majorité du Conseil des États a rejeté l'initiative, mais le National l'a acceptée.

Les opposants à l'initiative veulent « vendre » une révision législative récemment adoptée concernant l'interdiction d'exercer comme un meilleur « contre-

Termes flous dans la loi actuelle

Selon la loi actuelle, les tribunaux ne devraient prononcer l'interdiction que pour les activités impliquant un contact régulier avec des mineurs. Le terme « régulier » crée des incertitudes. La personne condamnée est-elle interdite d'exercer parce qu'elle voit les enfants tous les jours, et peut être aussi l'entraîneur de foot, parce qu'il les voit chaque semaine, mais pas le directeur de théâtre, qui ne voit les enfants qu'une fois par mois ? C'est pour cela que l'initiative est nécessaire : les pédophiles condamnés ne devraient, de manière générale, plus pouvoir travailler avec des enfants.

Comité interpartis

Bien que le PLR et le PVL aient déjà décidé de recommander le non à cette initiative, certains de leurs membres la soutiennent. L'initiative est portée par un large comité interpartis. Celui-ci se compose de 97 parlementaires fédéraux des rangs de l'UDC, du PLR, du PDC, du PBD et de la Lega.

Je vous prie d'accepter l'initiative le 18 mai. L'interdiction d'exercer pour les pédophiles condamnés est importante pour mieux protéger nos enfants contre les pédophiles.



L'initiative « Oui à l'interdiction d'exercer pour les délinquants pédophiles » protège les enfants et les personnes dépendantes contre les agissements des pédophiles récidivistes.

des clubs sportifs. On peine à percevoir pourquoi un tel délinquant sexuel devrait exercer une activité dans une école ou un club de sport, une fois sa peine purgée. Il y a bien assez d'autres professions.

Pas de contre-projet

Le Conseil fédéral rejette l'initiative actuelle. Malgré de longs débats, le Conseil national et le Conseil des États ne sont pas parvenus à se mettre d'accord, différents contre-projets ont été enter-

projet », bien que ce n'en soit pas un. La loi en question ne va pas assez loin : elle prévoit uniquement une interdiction d'exercer de 10 ans, et ce, seulement si l'auteur a été condamné à une peine minimale de six mois, à 180 jours-amende (en cas de peine pécuniaire) ou à une mesure thérapeutique. L'initiative est pourtant clairement formulée : tous les auteurs condamnés pour une infraction d'ordre sexuel contre un mineur ou une personne dépendante seront frappés d'une interdiction d'exercer à vie.

 **link** (dès mi-mars)
www.kinder-schuetzen.ch

Le comité d'initiative ne dispose malheureusement pour l'instant que de très peu de moyens pour mener une campagne de votation. Si vous êtes prêt à verser une contribution nous en serions très heureux ! D'avance, un grand merci.

Comité interpartis « Oui à l'interdiction d'exercer pour les délinquants pédophiles », 8702 Zollikon

CCP : 89-246868-8 / IBAN CH29 0900 0000 8924 6868 8

OUI à la sécurité et à la prospérité

La population suisse s'est toujours prononcée en faveur de l'armée dans ses votations. Les opposants à l'armée le savent également. C'est pourquoi ils ne remettent pas directement la défense nationale en question. Ils essaient au lieu de cela de l'affaiblir par des voies détournées, jusqu'à lui faire perdre toute crédibilité. par Ueli Maurer, conseiller fédéral, chef DDPS, Hinwil (ZH)

Ainsi, les antimilitaristes ont tenté l'an dernier d'abolir l'obligation de servir. Le peuple a perçu leur intention cachée et a sèchement rejeté l'initiative à 73.2%. À présent, les mêmes milieux essaient à nouveau : ils veulent empêcher le Gripen, car ils pourraient ainsi porter un coup à notre défense nationale.

Ceux qui n'osent pas admettre ouvertement qu'ils sont contre l'armée prétendent que l'avion est trop cher, ou que nous n'avons pas besoin de nouveaux avions de combat... Tous ces arguments sont toutefois infondés.

Le meilleur avion, au meilleur prix
Le Gripen a été sélectionné à la suite d'une longue et minutieuse procédure et convainc tant par son prix que par sa performance. Comparé avec des produits concurrents, il est nettement

moins cher. En tant que pays neutre, nous n'avons après tout pas besoin d'un avion pour mener une guerre et bombarder quelque part dans le monde – nous avons besoin d'un avion solide,

«L'importance de l'armée de l'air nous a été démontrée par tous les conflits de ces dernières années.»

UELI MAURER, CONSEILLER FÉDÉRAL

qui offre un bouclier sûr à notre pays face à toutes les menaces imaginables. Le Gripen remplit parfaitement ce rôle.

Sans armée de l'air, pas d'armée

Il est absolument irresponsable d'affirmer qu'il ne serait pas nécessaire pour la Suisse de remplacer les anciens Tiger. Autrement dit, on oblige nos pilotes à intervenir avec des appareils désuets. On envoie ainsi non

seulement nos pilotes en mission suicide, mais, dans le pire des scénarios, le prix à payer serait des morts ou des soldats blessés au sol également.

L'importance de l'armée de l'air nous a été démontrée par tous les conflits de ces dernières années. Les avions de combat sont un élément essentiel de chaque armée. Lorsque cet élément fait défaut, toute l'armée perd sa capacité d'intervention. Personne ne peut prendre le risque d'envoyer en situation de crise des soldats sans protection aérienne moderne.

Pour une Suisse souveraine

Si un équipement moderne est refusé à notre armée, cela revient en fin de compte à une abolition de l'armée dissimulée et progressive. Et c'est précisément ce que veulent les antimilitaristes.

La sécurité d'abord!

le 18 mai
gripen-oui.ch

OUI 
au Gripen



Un regard par-dessus nos montagnes nous permet d'apprendre que le monde est globalement devenu de moins en moins sûr. A ce titre, la Suisse se doit de pouvoir garantir la sécurité de ses habitants par des moyens modernes et efficaces. OUI au Gripen le 18 mai prochain.

La votation sur le Gripen n'est donc qu'une façade. En réalité, la question est de savoir si nous voulons ou non une armée apte à remplir ses missions. Nous devons décider si notre pays doit garder la capacité de défendre à l'avenir encore notre sécurité et notre souveraineté. Ou dit autrement : il faut choisir entre s'affirmer ou se rendre.

À long terme, tout dépend de ce qui compte le plus pour nous : notre liberté, notre qualité de vie, mais aussi notre prospérité.



**SOUTENEZ LA CAMPAGNE DE VOTATION
COMMANDEZ MAINTENANT DES AFFICHES
Formulaire de commande sur la dernière page de
ce journal. Merci de votre précieux soutien.**

14 Shop UDC



Commandez en ligne:
www.udc.ch

..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc.	... allemand.

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à gs@svp.ch



ERRATUM

Dans son dernier numéro, Franc-parler présentait la soirée de l'Albispüteli à l'aide de plusieurs photos. Une d'entre elles est l'oeuvre de Dany Schaer et n'a malheureusement pas été présentée comme telle dans notre impressum. Nous prions l'auteur de nous en excuser et corrigeons donc présentement notre erreur.

Vous retrouvez toutes les photos réalisées par Dany Schaer de l'Albispüteli sur son site:

www.dany-schaer.ch

ICI VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

**Votre annonce pleine page lue
par 10'000 lecteurs romands pour
Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Grangier | Crédit images: UDC Suisse, Services du Parlement 3003 Berne, DDPS 3003 Berne, Peter Schaub, Rudolf Joder

Un joli succès

Plus de 350 personnes ont pris part à la 14^e édition du traditionnel tournoi de jass UDC à la caserne de Birmenstorf (ZH). Ils ont pu y affronter aux cartes le conseiller fédéral Ueli Maurer, le président de l'UDC Toni Brunner ainsi que les élus fédéraux Andrea Geissbühler (BE), Markus Hausammann (TG), Hansjörg Knecht (AG), Hansruedi Wandfluh (BE), Hans Egloff (ZH), Max Binder (ZH), Felix Müri (LU), Hans Egloff (ZH), Hans Kaufmann (ZH). Nous félicitons la gagnante Nelly von Wartburg de Zurich, qui a récolté 4338 points.



Le conseiller fédéral Ueli Maurer s'est placé à la 112^e place avec 3830 points et s'est réjoui d'avoir pu passer un joli moment de partage avec les joueurs de cartes.



Ambiance très agréable à la caserne militaire Reppischtal à Birmensdorf (ZH), où environ 350 personnes se sont retrouvées pour jouer aux cartes.



Une table des trophées bien garnie pour les gagnants du tournoi. Mais personne n'a été oublié et tous les participants sont repartis avec un trophée souvenir.



Toni Brunner, président du parti, a félicité la gagnante du tournoi, Mme Nelly von Wartburg de Zurich.

PARTICIPEZ



COMMANDEZ

maintenant le matériel de vote !

Gripen

- Affiche F4 (89,5x128cm)
- Affiche en plastique, tout-temps (70x100cm)
- Affiche A3(29,7x42 cm)
- Flyer (A5)

Nom/prénom

Rue

NPA/Lieu

Canton

Téléphone

E-mail

Date/signature

Salaire minimum

- Affiche F4 (89,5x128cm)
- Affiche en plastique, tout-temps (70x100cm)
- Affiche A3(29,7x42 cm)
- Flyer (A5)

Prière de renvoyer à :

Secrétariat général UDC
Case postale 8252
3001 Berne
Téléphone 031 300 58 58
Fax 031 300 58 59
E-mail: gs@svp.ch

